

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 13453

Numéro SIREN : 921 769 329

Nom ou dénomination : BAS HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 28/11/2022 sous le numéro de dépôt 52693

TRAITE D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Fatih BAS

né le 12 mars 1993 à Montargis,
de nationalité française,
demeurant 50 rue du 23 août 1944 à Chalette sur Loing (45120),

Ci-après dénommé « *L'apporteur* »
d'une part,

ET

La Société BAS HOLDING

Société par actions simplifiée unipersonnelle
au capital de 400.000 euros
Siège social : 144 Avenue Charles de Gaulle à NEUILLY SUR SEINE (92200),
Société en formation,
représentée par **Monsieur Fatih BAS**, agissant en qualité de fondateur de ladite société.

Ci-après dénommée « *La Société bénéficiaire* »
d'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - APPORT

L'apporteur, soussigné de première part, apporte à la Société **BAS HOLDING**, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par Monsieur Fatih BAS, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

Mille (1000) actions, détenues en pleine propriété dans :

La société ALDEA
SASU au capital de 10.000 euros
Siège social : 10 Allée des champs Elysées
91042 – Evry Courcouronnes
883 262 032 R.C.S EVRY

Représentant 100% du capital social de la société.

Lesdites actions évaluées à la somme de quatre cent mille euros, ci, **400.000** euros

Les évaluations ci-dessus ont été retenues au vu du rapport établi par Monsieur Jordan GUEDIGUI, désigné en qualité de Commissaire aux apports par décision de l'associé en date du 1^{er} octobre 2022.

Un original du rapport établi par le Commissaire aux apports demeurera annexé au présent contrat.

ARTICLE 2 - REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à **quatre cent mille euros, ci, 400.000 euros**, il sera attribué à l'apporteur quatre mille (4000) actions nouvelles de cent euros (100€) chacune, entièrement libérées, de la Société **BAS HOLDING**.

ARTICLE 3 : DECLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUR

L'apporteur déclare et garantit au Bénéficiaire que :

- (i) Les actions apportées sont sa propriété légitime ;
- (ii) Les actions apportées sont de libre disposition et ne sont grevées d'aucune inscription, notamment de nantissement, gage ou sûreté ;
- (iii) L'apport n'est soumis à aucune autorisation ni restriction.

ARTICLE 4 : REGIME FISCAL DE L'APPORT

L'Apporteur et le Bénéficiaire, par l'intermédiaire de ses représentants, s'oblige à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir au titre de l'impôt sur le revenu et toutes autres impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de l'apport.

Le présent apport sera placé sous le régime du report d'imposition conformément aux dispositions de l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

ARTICLE 5 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur : 50 rue du 23 août 1944 à Chalette sur Loing (45120), ;
- la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

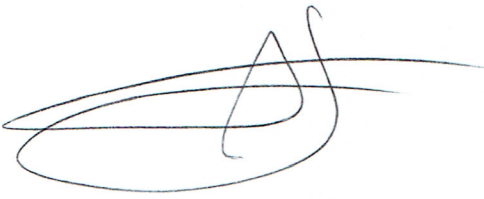
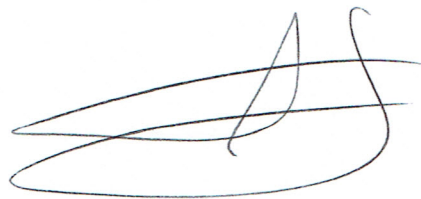
ARTICLE 6 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ARTICLE 7 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

Fait en 5 exemplaires.
A Neuilly sur Seine.
Le 21 novembre 2022.

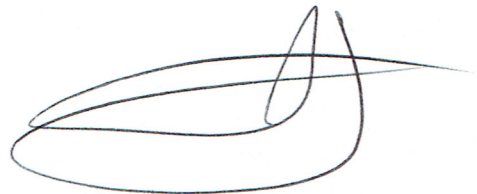
<p style="text-align: center;"><u>L'Apporteur</u> Monsieur Fatih BAS</p>	<p style="text-align: center;"><u>Le Bénéficiaire</u> La société BAS HOLDING, en formation Représentée par M. Fatih BAS</p>
	

BAS HOLDING
Société par actions simplifiée
Au capital de 400.000 €
Siège social : 144 Avenue Charles de Gaulle
92200 – NEUILLY SUR SEINE

ETAT DES SOUSCRIPTIONS ET DES VERSEMENTS

Identité ou désignation du ou des Souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant des souscriptions	Montant des versements effectués
Monsieur Fatih BAS 50 rue du 23 août 1944 à Chalette sur Loing (45120),	4000	400.000 euros	400.000 euros
Total	4000	400.000 euros	400.000 euros

Le présent état qui constate la souscription de 4000 actions de la Société **BAS HOLDING** d'une valeur globale de 400.000 euros correspondant à 100% du nominal desdites actions intégralement libérées, est certifié exact, sincère et véritable par **Monsieur Fatih BAS**, fondateur.



Fait à Neuilly Sur Seine
Le 21/11/2022

Christine BONNET

Commissaire aux Comptes

Jordan GUEDIGUI

Commissaire aux comptes

Alan RODOLPH

Commissaire aux comptes

17, rue de Nevers
75006 PARIS
Tél : 01 42 01 35 66
contact@auditeurs-advisory.com

BAS HOLDING

Société en cours de constitution

Siège social : 144 Avenue Charles de Gaulle
92200 – NEUILLY SUR SEINE

Rapport du Commissariat Aux Apports sur la valeur d'apport

Apport des titres de participation de la SAS ALDEA détenus par Monsieur BAS Fatih au profit de la société en cours d'immatriculation BAS HOLDING

Chère Monsieur,

En exécution de la mission, qui nous a été confiée par votre société en cours d'immatriculation « BAS HOLDING » en date du 02/11/2022 concernant l'apport des titres de participation de la SAS ALDEA sise au 10 allée des champs Élysée 91042 Evry-Courcouronnes, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L 225-8 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le traité d'apport, signé par Monsieur BAS Fatih apporteur concerné et le représentant légal de la société bénéficiaire de l'apport. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué les diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que ceux-ci ne sont pas surévalués et à vérifier qu'ils correspondent au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt de notre rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Notre rapport est établi selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports.
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports.
3. Conclusion.

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. CONTEXTE GENERAL ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

Dans le cadre de réorganiser de ses activités, Monsieur Fatih BAS envisage d'apporter ses titres de participation détenus en Nom propre à la Société BAS HOLDING en cours d'immatriculation.

1.2. PRESENTATION DES SOCIETES ET DES PARTIES EN PRESENCE

1.2.1. Société dont les parts sociales sont apportées : SAS ALDEA

La SAS ALDEA est une société immatriculée en date du 07/05/2020 et qui a pour activités principales, l'exécution de travaux de maçonnerie générale, étanchéité, bardage, couverture et plus généralement, tous travaux de gros œuvre et second œuvre du bâtiment.

1.2.2. Société bénéficiaire : SASU BAS HOLDING

Conformément au projet de statuts, la société BAS HOLDING dont le siège social est au 144 Avenue Charles de Gaulle, 92200 – NEUILLY SUR SEINE, est une SASU en cours d'immatriculation.

➤ **La société a pour objet en France et à l'étranger :**

- La prise d'intérêt sous quelque forme que ce soit et notamment par souscription ou rachat de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts ou titres cotés ou non cotés dans toutes sociétés ou entreprises constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit, industrielle, commerciales, financières, agricoles, immobilières ou autres ;
- Toutes prestations de services, conseils, études en faveur des sociétés ou entreprises, sur les plans administratif, comptable, technique, commerciale, financier ou autres ;
- L'administration, la gestion, la mise en valeur et la vente de droits mobiliers ou de biens immobiliers ;
- La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

- Et généralement, toutes opérations commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

1.3. DESCRIPTION DE L'OPERATION

Apports

L'apporteur apporte à la Société bénéficiaire, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

Monsieur Fatih BAS, soussigné de première part, apporte à la Société BAS HOLDING, SASU en cours d'immatriculation, 1000 actions qu'il détient dans la SAS ALDEA, SAS au capital de 10 000 euros, immatriculée au RCS de EVRY au 883 262 032, ayant son siège social au 10 allée des champs Élysée 91042 Evry-Courcouronnes.

Évaluation des apports

Les titres de participation ont été valorisées en retenant la moyenne des méthodes de valorisation généralement retenues dans le cadre de valorisation des titres de participation :

- Valeur patrimoniale ;
- Valeur de productivité ;
- Capacité du bénéfice net moyen ;
- Méthode de l'Excédent Brut Retraité ;
- Capitalisation de la MBA moyenne.

1.3.1. Conditions suspensives

L'apport et la création des titres de participation qui en résultent ne deviendront définitifs qu'après réalisation des conditions suivantes :

- L'approbation du présent Traité d'Apport, de l'évaluation et de la rémunération de l'Apport qui y est décrit par l'actionnaire unique de la société en cours d'immatriculation BAS HOLDING ;
- L'obtention de toutes autorisations, de quelque nature qu'elles soient, éventuellement nécessaires.

L'accomplissement de ces conditions suspensives sera suffisamment constaté par le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire de la société BAS HOLDING et par Monsieur BAS Fatih.

1.3.2. Rémunération des apports

En contrepartie de l'apport de Monsieur BAS Fatih ci-dessus désignés, évalués à 400 000 euros, il sera attribué à l'apporteur 4 000 actions d'une valeur nominale de 100 euro chacune, entièrement libérées de la Société BAS HOLDING. Ces actions seront négociables dès l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

1.3.3. Déclaration de l'apporteur et des parties

▪ **L'apporteur déclare que :**

Monsieur BAS Fatih déclare :

- La société dont les titres sont apportés est effectivement propriétaire de tous les actifs inscrits dans leurs comptes. Les dépréciations nécessaires et suffisantes ont été constituées, pour ramener les actifs à leur valeur nette probable de réalisation.

2. DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. DILIGENCES MISES EN ŒUVRE PAR LE COMMISSAIRE AUX APPORTS

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires conformément à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

En particulier, nous avons :

- Echangé avec les personnes en charge de la réalisation de l'opération, sous ses aspects financiers et juridiques ;
- Examiné les documents juridiques relatifs à l'apport ;
- Echangé avec les différents conseils associés à l'opération ;
- Vérifié jusqu'à la date du présent rapport, l'absence des faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur des apports ;

- Analysé les valeurs individuelles proposées dans le projet de traité d'apport ;
- Apprécié globalement la valeur des apports considérés dans leur ensemble par la réalisation d'une approche directe ;
- Obtenu une lettre d'affirmation de Monsieur BAS Fatih sur les événements significatifs dans le cadre de notre mission ;
- Vérifié la pleine propriété des titres de participation apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;

Enfin, nous avons effectué les travaux complémentaires qui nous ont paru nécessaires dans le cadre de notre mission.

2.2. APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

L'apport envisagé est effectué par une personne physique au profit d'une personne morale. Les données financières et juridiques retenues dans le cadre de cette opération n'appellent pas de commentaires particuliers de notre part.

2.2.1. REALITE DE L'APPORT

Dans le cadre de la mise en œuvre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la détention en pleine propriété par Monsieur BAS Fatih des titres de participation apportés.

2.2.2. Synthèse – points clés

L'ensemble des analyses des valorisations menées par nos soins et par les parties, telles que décrites ci-avant et les opérations de création au profit de Monsieur BAS Fatih de 4 000 titres de participation nouveaux entièrement libérés de la société BAS HOLDING telles que mises en évidence dans le traité d'apport, conforte la valeur des apports.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 400 000 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal à la valeur au nominal des titres à émettre augmentée de la prime d'émission éventuelle.

Fait à Paris
Le 18/11/2022

Auditeurs Associés CAC
Le Commissaire aux apports
Jordan GUEDIGUI

BAS HOLDING
Société par actions simplifiée
Au capital de 400.000 €
Siège social : 144 Avenue Charles de Gaulle
92200 – NEUILLY SUR SEINE

STATUTS

Mr Bas Fahih



BAS HOLDING
Société par actions simplifiée
Au capital de 400.000 €
Siège social : 144 Avenue Charles de Gaulle
92200 – NEUILLY SUR SEINE

Monsieur Fatih BAS, né le 12 mars 1993 à Montargis, de nationalité française, demeurant 50 rue du 23 août 1944 à Chalette sur Loing (45120),

a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il a décidé de constituer.

STATUTS.

I- FORME – OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé par les présentes entre le titulaire des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée. Elle sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Dans le silence des statuts, il sera fait, en tant que de raison, application des dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- La prise d'intérêt sous quelque forme que ce soit et notamment par souscription ou rachat de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts ou titres cotés ou non cotés dans toutes sociétés ou entreprises constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit, industrielle, commerciales, financières, agricoles, immobilières ou autres.
- Toutes prestations de services, conseils, études en faveur des sociétés ou entreprises, sur les plans administratif, comptable, technique, commerciale, financier ou autres.
- L'administration, la gestion, la mise en valeur et la vente de droits mobiliers ou de biens immobiliers ;
- La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- Et généralement, toutes opérations commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale de la Société est : **BAS HOLDING**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **144 Avenue Charles de Gaulle**
92200 – NEUILLY SUR SEINE

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président et en tout autre lieu par décision collective ordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée, sauf dissolution anticipée ou prorogation, à **99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.**

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision collective des actionnaires sur convocation du président ou du directeur général un an au moins avant la date d'expiration de la société.

A défaut tout actionnaire peut demander au président du tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice afin de provoquer l'assemblée et la décision ci-dessus prévues.

II- CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Aux termes d'un acte d'apport en date du 21 novembre 2022 (ci-annexé),

Monsieur Fatih BAS fait apport à la Société de la totalité des actions (1000 actions) détenues dans :

La société ALDEA
SASU au capital de 10.000 euros
Siège social : 10 Allée des champs Elysées
91042 – Evry Courcouronnes
Immatriculée au RCS d'Evry sous le n° 883 262 032

Représentant 100% du capital social de la société.

Le rapport du commissariat aux apports est annexé aux présentes.

La valeur des titres apportés a été fixée à QUATRE CENT MILLE EUROS (400.000€) et l'apporteur se conforme à la valeur figurant dans le rapport annexé aux présentes.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL ET ACTIONS

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT MILLE EUROS (400.000 €)

Il est composé de quatre mille (4000) actions ordinaires de cent (100€) chacune correspondant aux apports effectués par l'actionnaire et récapitulés comme suit :

✓ Monsieur Fatih BAS	4000 actions
	<hr/>
TOTAL :	4000 actions

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision des actionnaires prise dans les conditions des décisions collectives des actionnaires exposées ci-après.

Les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Lors de toute décision d'augmentation de capital, excepté quand elle est consécutive à un apport ou quand elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à attribution de titres représentant une quotité du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires, sur un registre tenu par la société dans des conditions et modalités fixées par la loi.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 10 - CESSIION DES ACTIONS

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.

Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

ARTICLE 11- AGREMENT

1. Les actions de la société ne peuvent être cédées, y compris entre actionnaires, qu'après l'agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.
2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3. La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.
Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.
4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans le délai d'un mois de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de la réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans le délai de 3 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les 6 mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

III- ADMINISTRATION – DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE – CONVENTIONS REGLEMENTEES

ARTICLE 13 - PRESIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique ou morale actionnaire de la société.

Les actionnaires peuvent désigner un président non actionnaire de la société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions (notamment de rémunération) fixées par la collectivité des associés.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions dûment constaté par les associés, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires.

Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Président représente la société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Les fonctions du président prennent fin, soit par une démission ou la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La révocation du président peut être prononcée à tout moment par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votants par correspondance.

Article 14 – NOMINATION DU PRESIDENT

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

Monsieur Fatih BAS

né le 12 mars 1993 à Montargis,

de nationalité française,

demeurant 50 rue du 23 août 1944 à Chalette sur Loing (45120),

Lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice

ARTICLE 15 - DIRECTEURS GENERAUX

Le président peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, portant le titre de directeur général ou de directeur général délégué et investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers les mêmes pouvoirs que le président.

La rémunération des fonctions de directeur général est fixée par décision de nomination sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La durée des fonctions de directeur général est fixée par décision qui les nomme.

En cas de démission, empêchement ou décès du président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Si la société remplit les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle vient à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total du bilan, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires ou suppléants.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

En outre, tout actionnaire pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le Président doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et lui-même ou l'un de ses dirigeants, ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens du code de commerce.

Le commissaire aux comptes ou s'il n'en a pas été désigné, le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne donnent pas lieu à l'établissement de ce rapport.

Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leur implication financière elles ne sont significatives pour aucune des parties, ces conventions doivent être communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

IV- DECISIONS DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 18 - DOMAINE RESERVE A LA COLLECTIVITE DES ACTIONNAIRES

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des statuts, d'apport partiel d'actif, de vente de fonds de commerce de la société, de dissolution, de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat, sont prises collectivement par les actionnaires, avec délégation de pouvoir le cas échéant du président.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Au choix du président, les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone ou par correspondance.

Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les actionnaires ou par consultation écrite.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex et même verbalement sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé des décisions dans un délai d'un mois. Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

Décisions prises à l'unanimité

Toute décision requérant l'unanimité en application des dispositions légales, c'est-à-dire l'inaliénabilité des actions, la clause d'agrément, la nullité des cessions d'actions et la cession des actions.

Décisions prises à la majorité des deux tiers des actionnaires

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Nomination et révocation du président ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Dissolution et liquidation de la société ;
- Augmentation et réduction de capital ;
- Fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- Agrément des cessions d'actions ;
- Exclusion d'un actionnaire.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Tout actionnaire peut demander la réunion d'une assemblée générale.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens 15 jours avant la date de la réunion.

Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens.

Les actionnaires disposent d'un délai de 2 jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie.

L'actionnaire n'ayant pas répondu dans ce délai de 2 jours à compter de la réception des projets de résolution est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque actionnaire.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de

l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

ARTICLE 20 - ACTIONNAIRE UNIQUE

Si la société venait à ne comporter qu'un actionnaire, ce dernier, exercera les pouvoirs dévolus aux actionnaires lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

V- RESULTATS SOCIAUX

ARTICLE 21 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social débutera au jour de l'immatriculation de la société et se clôturera le 31 décembre 2023.

ARTICLE 22 - COMPTES ANNUELS

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

Le président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des actionnaires dans le délai de 6 mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

ARTICLE 23 - AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5% au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'était plus atteinte ;
- Toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale, pour sur proposition du président, être en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur bénéfice distribuable.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la société par décision collective des actionnaires.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les associés et les représentants légaux de la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à arbitrage.

ARTICLE 26 - PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi.

Fait en 3 originaux, à Neuilly Sur Seine

Le 21/11/2022

Monsieur Fatih BAS
Le Président et actionnaire unique

